

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2239

[C — 2004/29216]

12 MAI 2004. — Décret portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école et, notamment la création du Centre de rescolarisation et de resocialisation de la Communauté française (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Un dispositif de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école, composé de six mesures portant sur la pérennisation et l'amplification du service de médiation scolaire, la création d'équipes mobiles, la mise en place d'une cellule administrative de coordination des actions de prévention du décrochage scolaire et de la violence, l'articulation de la formation en cours de carrière avec la prévention de la violence à l'école, la création d'un Centre de rescolarisation et de resocialisation, la mise en place d'un dispositif favorisant un retour réussi à l'école des élèves pris en charge dans des structures externes à l'établissement originaire, est institué pour les établissements d'enseignement fondamental et secondaire ordinaire.

Art. 2. Dans le cadre du présent décret, on entend par :

1° Service de médiation : le service de médiation scolaire tel que défini par les articles 34 à 39 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

2° Equipes mobiles : ensemble de personnes spécialisées dans l'intervention de lutte contre le décrochage scolaire ou la violence dans les établissements d'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé;

3° Cellule : la cellule administrative de coordination des actions de prévention du décrochage scolaire et de la violence, créée par le titre IV du présent décret;

4° Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse : l'organe créé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1998 relatif à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse;

5° Formation : formation en cours de carrière ciblée sur la lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école;

6° Commission de pilotage : la Commission créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

7° Dispositif favorisant un retour réussi à l'école : moyens complémentaires octroyés aux établissements scolaires inscrivant un élève ayant bénéficié de l'application des articles 30, 31 ou 31 bis du décret du 30 juin 1998 précité ou du titre VI du présent décret afin de favoriser son intégration ou sa réintégration dans l'école;

8° Centre de rescolarisation et de resocialisation : service à gestion séparée ayant pour mission de rescolariser et de resocialiser les élèves mineurs d'âge qu'il prend en charge.

TITRE II. — De la médiation scolaire

Art. 3. A l'article 5, § 1^{er}, alinéa 6, 4°, du décret du 30 juin 1998 précité, les termes « de superviser le service de médiation visé à l'article 34 » sont remplacés par les termes « de remettre des avis et propositions quant à la médiation scolaire visée à l'article 34. ».

Art. 4. A l'article 10, alinéa 1^{er} du décret du 30 juin 1998 précité, entre les termes « bénéficiaires de discriminations positives » et les termes « Ce montant est adapté annuellement » est insérée la phrase suivante : « Ce montant est augmenté de 415.000 EUR en 2005, 830.000 EUR en 2006 et 1.245.000 EUR en 2007. ».

Art. 5. Dans l'intitulé du chapitre V du titre I^{er} du décret du 30 juin 1998 précité, les termes « dans l'enseignement secondaire » sont supprimés.

Art. 6. A l'article 34 du décret du 30 juin 1998 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Lorsque des circonstances exceptionnelles, reconnues comme telles par le Gouvernement, après avis de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, nécessitent l'intervention d'une personne extérieure à l'école et à la demande du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française et du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, le service de médiation visé à l'alinéa précédent peut intervenir dans un établissement d'enseignement fondamental ordinaire. »;

2° à l'alinéa 3, devenu alinéa 4, les termes « la Commission des discriminations positives » sont remplacés par les termes « la Direction générale de l'enseignement obligatoire ».

Art. 7. L'article 35 du décret du 30 juin 1998 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Article 35. Le service de médiation comprend des médiateurs membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 précité, des médiateurs agents des Services du Gouvernement mis en congé pour mission conformément aux articles 5 et suivants de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission ou des médiateurs engagés sous contrat.

Le service de médiation comprend trois coordonnateurs. Ceux-ci sont des membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 précité, des médiateurs agents des Services du Gouvernement mis en congé pour mission conformément aux articles 5 et suivants de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission ou des médiateurs engagés sous contrat.

Les médiateurs et les coordonnateurs sont désignés par le Gouvernement.

Deux des coordonnateurs ont en charge la médiation dans la Région de Bruxelles-Capitale, le troisième coordonnateur a en charge la médiation en Région wallonne.

Le service de médiation bénéficie des avis et propositions du Conseil de la médiation, présidé par le directeur général de l'enseignement obligatoire et composé de celui-ci, des trois coordonnateurs ainsi que de 4 membres désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire. Il peut aussi comprendre un représentant des intervenants visés à l'article 2, 1°, c), avec voix consultative.

Le Gouvernement peut arrêter des modalités complémentaires de fonctionnement du service de médiation. ».

Art. 8. A l'article 36, § 1^{er} du décret du 30 juin 1998 précité, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, il est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Ce montant est augmenté de 415.000 EUR en 2005, 830.000 EUR en 2006 et 1.245.000 EUR en 2007. ».

Art. 9. A l'article 37, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du décret du 30 juin 1998 précité, les termes « du Président de la Commission des discriminations positives » sont remplacés par les termes « de la Direction générale de l'enseignement obligatoire ».

TITRE III. — Des équipes mobiles

Art. 10. § 1^{er}. Il est créé un service d'équipes mobiles au sein de la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

§ 2. Les équipes mobiles interviennent à la demande du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du chef d'un établissement scolaire :

- dont un élève est en situation de crise au sens de l'article 31 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;
- dont un élève est en situation de crise au sens du titre VI du présent décret;
- de manière préventive, dans le but d'éviter des tensions prévisibles;
- afin de permettre la reprise du dialogue au sein de l'établissement qui a connu une situation de crise.

Les équipes mobiles offrent, à la demande du chef d'établissement, des actions de sensibilisation à la gestion des conflits.

§ 3. L'aide immédiate et adaptée des équipes mobiles vise à renforcer l'équipe éducative de l'établissement scolaire concerné, le cas échéant, en concertation avec le centre psycho-médico-social de l'établissement et les autres services concernés.

Elle vise également le maintien dans l'établissement des élèves visés au § 2.

Art. 11. Le service d'équipes mobiles est constitué de trente intervenants désignés par le ministre de la Fonction publique.

Art. 12. L'article 27 du décret du 30 juin 1998 précité est abrogé.

TITRE IV. — De la cellule administrative de coordination des actions de prévention du décrochage scolaire et de la violence

Art. 13. § 1^{er}. Il est créé au sein de la Direction générale de l'enseignement obligatoire une cellule administrative de coordination des actions de prévention du décrochage scolaire et de la violence composée de la manière suivante :

- 2 agents de niveau 1;
- 1 agent de niveau 2+;
- 1 agent de niveau 2.

§ 2. La cellule est chargée :

1° de coordonner les actions de prévention du décrochage scolaire et de la violence, dont notamment la médiation scolaire visée au chapitre V du Titre I^{er} du décret du 30 juin 1998 précité et l'assistance en justice et/ou psychologique visée à l'article 28 du même décret;

2° d'assurer le suivi administratif des équipes mobiles visées au titre III du présent décret;

3° en concertation avec l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, de l'étude des phénomènes de violence et de décrochage scolaire chez les mineurs d'âge en milieu scolaire, au travers notamment d'une enquête de victimisation, ainsi que du suivi de l'action des services subventionnés dans le cadre des articles 30 et 31 du décret du 30 juin 1998 précité;

4° de formuler à la Commission de Pilotage pour le 15 septembre de chaque année, des recommandations pour la définition annuelle des orientations et des thèmes prioritaires des formations, dans le cadre de la mission visée à l'article 3, point 4 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

5° de coordonner et soutenir les délégations d'élèves afin de préparer les jeunes à participer à la prévention de la violence scolaire;

6° de rédiger tous les trois ans un rapport d'évaluation du dispositif général contenu dans le présent décret. Le premier de ces rapports sera rédigé pour le 31 décembre 2007.

Art. 14. L'article 84, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, est complété par les termes « et à la Direction générale de l'enseignement obligatoire lorsque l'élève compte plus de 30 demi-journées d'absence injustifiée ».

Art. 15. L'article 92, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 précité, est complété par les termes « et à la Direction générale de l'enseignement obligatoire lorsque l'élève compte plus de 30 demi-journées d'absence injustifiée ».

Art. 16. A l'article 10 de l'arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire, entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« L'inspecteur cantonal signale à la Direction générale de l'enseignement obligatoire l'élève mineur fréquentant l'enseignement fondamental qui compte plus de 20 demi-journées d'absence injustifiée. »

TITRE V. — De la formation à la prévention et à la gestion des situations de crise en milieu scolaire

Art. 17. A l'article 3, point 4 du décret du 27 mars 2002 précité, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« A cette fin, pour le 15 septembre de chaque année, la cellule administrative de coordination des actions de prévention du décrochage scolaire et de la violence créée par le décret du 12 mai 2004 remet à la Commission de pilotage ses recommandations en matière de formation à la prévention du décrochage scolaire et de la violence. ».

TITRE VI. — De la création du Centre de rescolarisation et de resocialisation**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales**

Art. 18. § 1^{er}. Il est créé un Centre de rescolarisation et de resocialisation, ci-après dénommé « le Centre » dont le statut est celui des Services de l'Etat à gestion séparée, conformément à la loi de redressement du 31 juillet 1984, ainsi qu'à la loi du 17 juillet 1991 portant sur la comptabilité de l'Etat. Le Centre a pour mission de rescolariser et resocialiser les élèves mineurs qu'il prend en charge.

§ 2. Le Centre a ses services déconcentrés en quatre implantations dont une est située dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et les trois autres dans des communes distinctes en région de langue française.

Le Gouvernement fixe le siège du Centre.

Les lieux d'implantation des quatre services déconcentrés, ci-après dénommés « centres-relais », sont déterminés concomitamment par le Gouvernement après consultation du Comité de direction du Centre. Chaque centre-relais accueille un maximum de 25 élèves.

CHAPITRE II. — De l'organisation et du fonctionnement

Art. 19. § 1^{er}. Le Comité de direction du Centre est composé de dix membres qui se répartissent comme suit :

1° 5 membres représentant l'Enseignement secondaire;

2° 5 membres représentant le secteur de l'Aide à la jeunesse.

§ 2. Les membres du Comité de direction sont désignés par le Gouvernement sur proposition du Directeur général de l'Aide à la jeunesse et du Directeur général de l'Enseignement obligatoire.

Leur mandat est d'une durée de quatre ans renouvelable.

§ 3. Le président du Comité de direction est désigné par le Gouvernement parmi les membres du Comité de direction représentant l'Enseignement secondaire.

Art. 20. § 1^{er}. Le Comité de direction se réunit au moins quatre fois par an, sur convocation de son président.

§ 2. Lors de sa première réunion, le Comité de direction établit son règlement d'ordre intérieur, qu'il soumet pour accord au Gouvernement.

§ 3. Le Comité de direction ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents. Il prend ses décisions au consensus. En cas d'absence de consensus, le Comité de direction se réunit dans les 8 jours et prend ses décisions à la majorité absolue des membres présents. En l'absence de décision à la majorité absolue, le président du Comité de direction soumet la question au Gouvernement qui statue dans les quinze jours.

Art. 21. Le Comité de direction dispose d'un secrétariat permanent dont le Gouvernement arrête la composition.

Art. 22. Chaque centre-relais au sens de l'article 18, § 2, est géré par un directeur désigné conformément au chapitre V.

CHAPITRE III. — Missions du Centre

Art. 23. Le Centre peut prendre en charge des mineurs qui :

1° soit, à la suite d'une exclusion définitive, ne peuvent être réinscrits dans un établissement d'enseignement secondaire conformément aux articles 82, alinéa 4, et 90, § 2, alinéa 5, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

2° soit sont régulièrement inscrits dans un établissement d'enseignement secondaire mais se trouvent en situation de crise.

Art. 24. § 1^{er}. Les mineurs visés à l'article 23, 1°, sont inscrits auprès du Centre et sont considérés comme satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire.

§ 2. La proposition d'inscription des mineurs visés à l'article 23, 1°, peut émaner de la Commission zonale des inscriptions, de la Commission décentralisée ou, à défaut, de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs compétent.

Le Comité de direction transmet alors la demande au centre-relais qu'il propose.

§ 3. La demande peut également être formulée conjointement par le mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale.

La demande est introduite auprès du Comité de direction qui la transmet pour avis à la Commission zonale des inscriptions, la Commission décentralisée ou, à défaut, l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs compétent.

Le Comité de direction transmet ensuite la demande, accompagnée de l'avis rendu par la Commission zonale des inscriptions, la Commission décentralisée ou, à défaut, l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs compétent, à la direction du centre-relais qu'il propose.

§ 4. La direction du centre-relais, accompagnée d'un membre de l'équipe éducative, rencontre le mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale aux fins d'évaluer la situation et d'envisager avec eux l'opportunité de la prise en charge du mineur par la structure.

§ 5. La direction du centre-relais concerné décide de la prise en charge ou non du mineur après avoir pris contact avec l'équipe éducative de l'école dont est issu l'élève et après avoir consulté son équipe éducative et obtenu l'accord du mineur et de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale.

§ 6. La direction notifie sa décision motivée aux parents du mineur concerné ou à la personne investie de l'autorité parentale. La direction notifie également sa décision à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Art. 25. § 1^{er}. Les mineurs visés à l'article 23, 2°, restent inscrits dans leur établissement scolaire.

§ 2. La prise en charge des mineurs visés à l'article 23, 2°, par le Centre se fait à la demande conjointe du mineur, de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale et du chef de l'établissement scolaire où le mineur est inscrit pour l'enseignement de la Communauté française ou du Pouvoir organisateur, ou de son délégué, pour l'enseignement subventionné, après avoir pris l'avis du Conseil de classe et du centre psycho-médico-social.

Dans les mêmes conditions, la prise en charge peut également être proposée par le service de médiation scolaire compétent.

§ 3. La demande est introduite auprès du Comité de direction qui la transmet pour avis à la Commission zonale des inscriptions, la Commission décentralisée ou, à défaut, l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs compétent.

Le Comité de direction transmet ensuite la demande, accompagnée de l'avis rendu par la Commission zonale des inscriptions, la Commission décentralisée ou, à défaut, l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs compétent, à la direction du centre-relais qu'il propose.

§ 4. La direction du centre-relais, accompagnée d'un membre de l'équipe éducative, rencontre le mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale et prend contact avec l'équipe éducative de l'école dont est issu l'élève aux fins d'évaluer la situation et d'envisager avec eux l'opportunité de la prise en charge du mineur par la structure.

§ 5. La direction du centre-relais concerné décide de la prise en charge ou non du mineur, après avoir consulté son équipe éducative.

§ 6. La direction notifie sa décision motivée aux parents du mineur concerné ou à la personne investie de l'autorité parentale. La direction notifie également sa décision à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Art. 26. § 1^{er}. Une attestation d'admissibilité peut être délivrée à un mineur visé à l'article 23, 1^o, qui quitte le Centre.

Cette attestation peut être délivrée dans n'importe quelle année de l'enseignement secondaire, à l'exception des sixième et septième, dans n'importe quelle forme et dans n'importe quelle option.

§ 2. Pour délivrer une attestation d'admissibilité, la direction et l'équipe éducative du centre-relais sont accompagnées d'un délégué du jury de la Communauté française, désigné par le collège des présidents des différentes Sections de ce jury.

Aucune attestation d'admissibilité ne peut être délivrée si le délégué du jury ne donne pas son accord. La direction et l'équipe éducative du centre-relais disposent d'un droit de recours motivé auprès du Collège des présidents des différentes Sections qui délèguent alors trois autres délégués auprès du centre-relais. La décision majoritaire des trois délégués, s'exprimant obligatoirement en rejet ou en approbation de la proposition d'attestation d'admissibilité émise par la direction et l'équipe éducative, tranche le recours.

Art. 27. Au terme de la prise en charge du mineur visé à l'article 23, 1^o, la Commission zonale des inscriptions, la Commission décentralisée ou, à défaut, l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs compétent aide, à la demande de la direction du centre-relais et si nécessaire, l'intéressé à se réinscrire dans un établissement scolaire.

Art. 28. § 1^{er}. Le Comité de direction élabore le projet pédagogique du Centre et le transmet au Gouvernement pour accord.

Le projet pédagogique définit les visées pédagogiques et les choix méthodologiques qui permettent au Centre de mettre en œuvre le projet éducatif de la Communauté française dans le respect des articles 1^{er} à 4 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse, ainsi que du Code de déontologie contenu dans l'arrêté du 15 mai 1997 fixant le Code de déontologie de l'aide à la jeunesse et instituant la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse. L'équipe éducative pourra néanmoins partager toutes informations relatives à la scolarité du jeune.

§ 2. La direction de chaque centre-relais élabore, en collaboration avec l'équipe éducative, un projet d'établissement qui définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative du centre-relais entend mettre en œuvre pour réaliser le projet pédagogique du Centre, dans le respect du projet éducatif de la Communauté française, des articles 1^{er} à 4 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse, ainsi que le respect du Code de déontologie contenu dans l'arrêté du 15 mai 1997 précité. L'équipe éducative pourra néanmoins partager toutes informations relatives à la scolarité du jeune.

La direction transmet le projet de son centre-relais au Comité de direction, lequel peut lui demander d'y apporter toute modification qu'il estime utile.

§ 3. La direction et l'équipe éducative du centre-relais où le mineur est pris en charge élaborent avec chaque mineur un projet pédagogique individualisé composé d'un plan d'apprentissage individualisé et d'un projet social individualisé.

Ce projet pédagogique individualisé vise la réintégration optimale du mineur dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, en ce compris par une préparation éventuelle aux épreuves du jury de la Communauté française.

Art. 29. § 1^{er}. Par dérogation à la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, les mineurs pris en charge par le Centre suivent un horaire adapté aux objectifs définis dans leur projet pédagogique individualisé.

§ 2. Afin d'atteindre les objectifs du projet pédagogique individualisé, le centre-relais peut, le cas échéant, coopérer avec un établissement d'enseignement secondaire, organisé ou subventionné par la Communauté française, pour les cours techniques et de pratique professionnelle.

Dans ce cas, l'établissement coopérant qui prend en charge un élève qui a été exclu définitivement avant le 15 janvier peut comptabiliser cet élève pour l'octroi de son Nombre Total de Périodes-Professeur.

Art. 30. Le mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale concluent un contrat avec la direction du centre-relais où le mineur est pris en charge, comprenant le projet pédagogique du Centre et le projet de l'établissement, dans le respect du projet éducatif de la Communauté française, des articles 1 à 4 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse, ainsi que du Code de déontologie contenu dans l'arrêté du 15 mai 1997 précité.

L'équipe éducative pourra néanmoins partager toutes informations relatives à la scolarité du jeune.

CHAPITRE IV. — *Durée*

Art. 31. § 1^{er}. La durée de la prise en charge du mineur par le Centre ne peut dépasser une année civile.

§ 2. La direction et l'équipe éducative de chaque centre-relais procèdent avec le mineur, au moins tous les trois mois, à une évaluation du respect du projet pédagogique individualisé prévu à l'article 28, § 3, ainsi que du contrat défini à l'article 30. La direction et l'équipe éducative de chaque centre-relais peut, d'initiative, établir un contact avec l'équipe éducative de l'école dont est issu l'élève afin de sensibiliser celle-ci sur son action et maintenir ainsi des liens de coopération mutuels.

La direction décide de la poursuite ou non de la prise en charge du mineur sur la base de cette évaluation.

La direction notifie, au moyen d'un courrier recommandé, sa décision motivée aux parents du mineur concerné ou à la personne investie de l'autorité parentale. La direction notifie également sa décision à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

§ 3. A la demande de la direction du centre-relais et avec l'accord du mineur et des parents du mineur ou de la personne investie de l'autorité parentale, le Comité de direction peut déroger, à titre exceptionnel, à la durée d'un an prévue au § 1^{er}. La prise en charge ne peut jamais excéder 18 mois sur l'ensemble de la scolarité du mineur.

CHAPITRE V. — Encadrement

Art. 32. § 1^{er}. L'équipe éducative est composée au sein de chaque centre-relais :

1° pour moitié de membres du personnel enseignant exerçant une fonction dans l'enseignement secondaire organisé par la Communauté française;

2° pour moitié d'éducateurs, assistants sociaux et psychologues.

§ 2. Le Gouvernement fixe le nombre des membres de l'équipe éducative pour chaque centre-relais.

§ 3. Les mineurs sont pris en charge par le Centre, dans chaque centre-relais, au sein de groupes de maximum dix élèves encadrés par deux membres de l'équipe éducative.

§ 4. Les membres du personnel enseignant visés au § 1^{er}, 1°, et les membres du personnel auxiliaire d'éducation faisant partie des éducateurs visés au § 1^{er}, 2°, des centres-relais sont désignés chaque année, suite à un appel aux candidats lancé par avis inséré au *Moniteur belge*, parmi :

a) les membres du personnel de la Communauté française nommés à titre définitif;

b) ou les membres du personnel temporaires ou les candidats à une désignation à titre temporaire classés dans le premier groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat.

Cet avis mentionne :

1. la fonction ou les fonctions et/ou la spécificité de fonction pour laquelle ou lesquelles le Gouvernement va procéder à une désignation conformément au présent article;

2. les formes et délais dans lesquels les candidats doivent introduire leur candidature.

L'acte de candidature contient notamment la motivation du candidat à exercer une fonction au sein d'un centre-relais.

Pour déterminer la fonction ou les fonctions et/ou la spécificité de fonction à mentionner dans l'appel aux candidats, le Gouvernement reçoit une proposition du Comité de direction motivée en fonction des besoins du centre-relais concerné. Dans des circonstances exceptionnelles, justifiées par les besoins du centre-relais concerné, le Gouvernement peut, sur proposition motivée du Comité de Direction déroger au § 1^{er}, 1°, et étendre la fonction à un membre du personnel enseignant exerçant une fonction dans l'enseignement primaire organisé par la Communauté française.

Les emplois sont attribués par priorité aux candidats qui sont nommés à titre définitif dans l'enseignement de la Communauté française.

Ces derniers bénéficient d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement en vertu de l'article 14 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Lorsque le Gouvernement attribue l'emploi parmi les membres du personnel temporaires ou les candidats à une désignation à titre temporaire classés dans le premier groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, le membre du personnel est réputé désigné à titre temporaire dans la fonction pour laquelle il est classé dans le 1^{er} groupe.

Le Comité de direction reçoit les candidatures et les classe d'après les mérites des candidats en tenant compte notamment des bulletins de signalement des membres du personnel nommés à titre définitif ou des rapports sur la manière de servir des temporaires, des rapports d'inspection, de l'ancienneté de service et de la motivation du candidat à exercer une fonction au sein d'un centre-relais.

Les membres du personnel enseignant et auxiliaire d'éducation sont désignés par le Gouvernement sur proposition du Comité de direction.

Ces membres ne relèvent pas de la Commission de déontologie visée à l'arrêté du 15 mai 1997 précité.

§ 5. Les éducateurs, assistants sociaux et psychologues visés au § 1^{er}, 2°, sont engagés, soit :

1° par mise à disposition, suite à un appel aux candidats, du centre-relais avec remboursement de leur traitement à l'entité d'origine s'ils ont la qualité d'agents des institutions publiques de protection de la jeunesse relevant de la direction générale de l'Aide à la jeunesse du Ministère de la Communauté française et après avis de la hiérarchie;

2° sous un contrat de travail conclu avec la direction du centre-relais suite à un appel aux candidats lancé par avis inséré au *Moniteur belge*;

3° par une convention passée, suite à un appel public à partenariat, entre la direction du centre-relais et :

a. un service agréé par la Communauté française en vertu du décret du 4 mars 1991 précité;

b. un service, subsidié par la Communauté française, la Région de Bruxelles-Capitale, la Région wallonne, l'Etat fédéral, l'Union européenne ou tout organisme d'intérêt public, qui est agréé et désigné par la Commission des discriminations positives visée à l'article 5, § 1^{er}, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

L'appel aux candidats visé à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, mentionne :

1. la fonction ou les fonctions pour laquelle ou lesquelles la direction du centre-relais va procéder à l'engagement;

2. les formes et délais dans lesquels les candidats doivent introduire leur candidature.

L'acte de candidature contient notamment la motivation du candidat à exercer une fonction au sein d'un centre-relais.

Le Comité de direction détermine la fonction ou les fonctions à mentionner dans l'appel aux candidats, en fonction des besoins du centre-relais concerné.

Art. 33. § 1^{er}. Les directeurs sont désignés suite à un appel aux candidats lancé par avis inséré au *Moniteur belge* :

1° parmi les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement organisé par la Communauté française nommés à titre définitif répondant aux conditions suivantes :

a) être titulaire à titre définitif d'une fonction à prestations complètes dans l'enseignement secondaire organisé par la Communauté française;

b) être porteur du titre requis pour la fonction dans laquelle ils sont nommés à titre définitif;

c) compter l'ancienneté de service visée au § 2 calculée conformément à l'article 85, a, b, c, d, e et f, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

d) avoir obtenu au moins la mention « Bon » au dernier bulletin de signalement et au dernier rapport d'inspection;

e) introduire sa candidature dans la forme et les délais requis par l'appel aux candidats.

Les membres du personnel visés sous :

1° bénéficient d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement en application de l'article 14, § 1^{er}, 1° ou 3°, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

2° parmi les agents des institutions publiques de protection de la jeunesse relevant de la direction générale de l'Aide à la jeunesse du Ministère de la Communauté française qui exercent une fonction pédagogique, éducative, psychologique ou sociale, après avis de la hiérarchie, par mise à disposition avec remboursement du traitement à l'entité d'origine;

3° ou parmi les membres du personnel des services agréés de l'Aide à la jeunesse répondant aux conditions de l'annexe 3, E 1° a) ou 3°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 précité.

§ 2. Pour être désigné à la fonction de directeur, il faut compter une ancienneté de service de huit années au moins dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une institution publique de protection de la jeunesse relevant de la direction générale de l'Aide à la jeunesse du ministère de la Communauté française ou dans un service agréé tel que défini au § 1^{er}, 3°.

§ 3. L'appel aux candidats mentionne les conditions requises ainsi que les formes et délais dans lesquels les candidats doivent introduire leur candidature. L'acte de candidature contient notamment la motivation du candidat à exercer une fonction de direction au sein d'un centre-relais.

§ 4. Le Comité de direction reçoit les candidatures et les classe d'après les mérites des candidats en tenant compte notamment :

a) pour les membres du personnel directeur et enseignant, des bulletins de signalement, des rapports d'inspection, de l'ancienneté de service et de la motivation du candidat à exercer une fonction de direction au sein d'un centre-relais;

b) pour les agents des institutions publiques de protection de la jeunesse relevant de la direction générale de l'Aide à la jeunesse du Ministère de la Communauté française, du rapport d'évaluation, de l'ancienneté de service et de la motivation du candidat à exercer une fonction de direction au sein d'un centre-relais;

c) pour les membres du personnel des services agréés de l'Aide à la jeunesse, du rapport de l'Inspection pédagogique de l'Aide à la jeunesse, de l'ancienneté de service et de la motivation du candidat à exercer une fonction de direction au sein d'un centre-relais. Le Comité de direction transmet le classement ainsi opéré au Gouvernement, qui décide.

Art. 34. § 1^{er}. Pour l'application des dispositions réglementaires statutaires, non contraires aux articles qui précèdent, le centre-relais est assimilé à un établissement d'enseignement et le directeur du centre-relais est assimilé à un chef d'établissement d'enseignement si celui-ci relève de l'enseignement.

A cet égard :

a) les membres du personnel visés à l'article 32, § 4, restent régis par les dispositions réglementaires, non contraires aux articles qui précèdent, relatives au statut administratif et pécuniaire applicables aux membres du personnel enseignant et auxiliaire d'éducation dans l'enseignement de la Communauté française;

b) les agents des institutions publiques de protection de la jeunesse relevant de la direction générale de l'Aide à la jeunesse du ministère de la Communauté française restent régis par les dispositions réglementaires, non contraires aux articles qui précèdent, prévues aux arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statuts administratif et pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française;

c) le directeur, s'il relève de l'enseignement, reste régi par les dispositions réglementaires, non contraires aux articles qui précèdent, relatives au statut administratif et pécuniaire applicables à la fonction de préfet des études telle que prévue par le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection.

§ 2. Pour l'application de l'article 32, § 4, alinéa 4 et de l'article 33, § 1^{er}, 1°, alinéa 2, l'activité exercée dans un centre-relais est assimilée à l'exercice d'une fonction au sens de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Art. 35. Le directeur de centre-relais désigné conformément au présent chapitre bénéficie de l'échelle de traitement du préfet des études.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives*

Art. 36. L'article 39 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité est complété comme suit :

« f) sont pris en considération les jours prestés dans un centre-relais du Centre de rescolarisation et de resocialisation, tel que prévu par le décret du 12 mai 2004 »

Art. 37. L'article 18 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, remplacé par le décret du 27 mars 2002 et modifié par le décret du 19 décembre 2002, est complété par l'alinéa suivant :

« Le délai de 10 années au moins visé au présent article est suspendu lorsqu'un membre du personnel visé aux alinéas précédents bénéficie d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction en vertu de l'article 14 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, auprès d'un centre-relais, conformément au Chapitre V du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école et, notamment, la création du Centre de rescolarisation et de resocialisation de la Communauté française, durant le temps de ce congé. »

Art. 38. Dans l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, les termes « e) et f) » sont remplacés par les termes « e) et f) ».

TITRE VII. — De la prévention du décrochage scolaire

Art. 39. Le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, est complété par un article 31*bis* rédigé comme suit :

« Article 31*bis*. En cas de situation de crise, sur demande conjointe du mineur et de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, et après avis favorable de la Commission zonale des inscriptions ou de la Commission décentralisée ou à défaut de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs compétents, le ministre peut aussi autoriser un élève à être pris en charge, pour une période ne dépassant pas trois mois, renouvelable une fois, par :

1° des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés, soit par le conseiller de l'Aide à la jeunesse, soit par le directeur de l'Aide à la jeunesse, soit par le Tribunal de la jeunesse;

2° un service agréé et désigné par la Commission des discriminations positives, qui est subsidié par la Communauté française ou par un pouvoir public visé à l'article 2,1°, c).

L'assimilation de la prise en charge à la fréquentation scolaire visée à l'alinéa 1^{er} ne peut dépasser au total une année sur l'ensemble de la scolarité du mineur.

Le conseiller de l'Aide à la jeunesse, le directeur de l'Aide à la jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service agréé par la Commission des discriminations positives notifient au ministre la date de début et de fin de prise en charge prévue. »

Art. 40. Le décret du 30 juin 1998 précité est complété par un article 31*ter* rédigé comme suit :

« Article 31*ter*. Afin de répondre aux missions prévues aux articles 30, 31 et 31*bis*, le Gouvernement subsidie au moins huit services pour autant que :

1° ils aient été agréés et désignés par la Commission des discriminations positives;

2° la population prise en charge par chaque service sur une année scolaire ne comporte pas plus d'un tiers de mineurs visés à l'article 31*bis*, sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi de ces subsides. »

TITRE VIII. — Du dispositif favorisant un retour réussi à l'école

Art. 41. Il est octroyé à l'établissement scolaire qui accueille un élève ayant bénéficié de l'application des articles 30, 31 ou 31*bis* du décret du 30 juin 1998 précité et des dispositions du titre VI du présent décret, des moyens humains supplémentaires, sous forme de périodes-professeur.

Art. 42. Ces moyens humains supplémentaires sont octroyés au premier établissement scolaire qui accueille l'élève à l'issue de la prise en charge prévue aux articles 30, 31 ou 31*bis* du décret du 30 juin 1998 précité et des dispositions du Titre VI du présent décret pour une période de deux mois, sans toutefois pouvoir dépasser le terme de l'année scolaire en cours.

Art. 43. Les moyens humains supplémentaires permettent l'engagement ou la désignation à titre temporaire d'un membre du personnel enseignant ou la désignation ou l'engagement à titre temporaire d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation à raison de 12 périodes pour le premier élève accueilli.

Un membre de l'équipe éducative de l'établissement scolaire peut être affecté à l'accompagnement de l'élève accueilli. Les 12 périodes-professeur supplémentaires sont alors affectées au remplacement de ce membre de l'équipe éducative pour la partie de charge qu'il abandonne.

Lorsque l'établissement scolaire ou le pouvoir organisateur qui bénéficie de 12 périodes-professeur supplémentaires, accueille un second élève ayant bénéficié de l'application des articles 30, 31 ou 31*bis* du décret du 30 juin 1998 précité et des dispositions du titre VI du présent décret, cet élève est pris en charge par le membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire en application de l'alinéa premier, sans nouvel octroi de périodes-professeur. Toutefois, la désignation ou l'engagement à titre temporaire de ce membre du personnel est prolongé afin que le second élève accueilli bénéficie de l'accompagnement pour une période de deux mois, sans toutefois pouvoir dépasser le terme de l'année scolaire en cours.

L'établissement scolaire qui accueille un troisième ou un quatrième élève ayant bénéficié de l'application des articles 30, 31 ou 31*bis* du décret du 30 juin 1998 précité et des dispositions du titre VI du présent décret se voit octroyer 12 périodes-professeur supplémentaires dans les conditions décrites aux alinéas précédents. Le même mécanisme est appliqué pour toutes les tranches de un ou deux élèves supplémentaires accueillis.

TITRE IX. — Dispositions transitoires et finale

Art. 44. En ce qui concerne le Titre III du présent décret, quinze intervenants sont désignés par le Gouvernement pour le 1^{er} janvier 2004 et quinze autres intervenants sont désignés par le Gouvernement pour le 1^{er} septembre 2004.

En ce qui concerne le titre VIII du présent décret, le Gouvernement peut déroger, pour l'année scolaire 2004-2005, à l'octroi de moyens humains supplémentaires prévus par l'article 41. L'accompagnement des élèves ayant bénéficié de l'application des articles 30, 31 ou 31*bis* du décret du 30 juin 1998 précité et du titre VI du présent décret est, dans ce cas, confié aux équipes mobiles visées par le titre III du présent décret.

Art. 45. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004, à l'exception du Titre VIII qui entre en vigueur au 1^{er} septembre 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à FONE,
J-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 535-1. — Amendements de commission, n° 535-2. — Rapport, n° 535-3. — Amendements de séance, n° 535-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 5 mai 2004.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2239

[C — 2004/29216]

12 MEI 2004. — **Decreet betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school en, onder meer, de oprichting van het herscholings- en herintegratiecentrum van de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Een middel in de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school bestaande uit zes maatregelen inzake het duurzame karakter en de versterking van de ombudsdiensten voor het onderwijs, de oprichting van mobiele ploegen, de oprichting van een administratieve coördinatiecél voor preventieve acties inzake het vroegtijdig verlaten van de school en geweld op school, de beklemtoning van de permanente vorming inzake de preventie van geweld op school, de oprichting van een herscholings- en herintegratiecentrum, het voorzien van onderwijsmiddelen voor een succesvolle terugkeer naar school van leerlingen die zijn opgenomen in structuren buiten het oorspronkelijke onderwijs, wordt ingesteld voor de instellingen van het basisonderwijs en het gewone secundair onderwijs.

Art. 2. In het kader van dit decreet wordt begrepen onder :

1) Ombudsdienst : de ombudsdiensten voor het onderwijs zoals bepaald door de artikelen 34 tot 39 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

2) Mobiele ploegen : geheel van gespecialiseerde personen in de interventie met betrekking tot de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school of het geweld in de instellingen van het basisonderwijs en van het gewone en het gespecialiseerde secundaire onderwijs;

3) Cel : de administratieve coördinatiecél voor de preventieve acties inzake het vroegtijdig verlaten van de school en geweld op school, opgericht in titel IV van dit decreet;

4) Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd : orgaan opgericht door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1998 betreffende het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd;

5) Vorming : de permanente vorming tijdens de carrière gericht op de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school;

6) Begeleidingscommissie : de commissie die werd opgericht door het decreet van 27 maart 2002 - betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap.

7) Onderwijsmiddelen voor een succesvolle terugkeer naar school : extra middelen die worden toegekend aan de onderwijsinstellingen die een leerling inschrijven die de toepassing van de artikelen 30, 31 of 31bis van het eerder genoemde decreet van 30 juni 1998 of van de titel VI van dit decreet heeft kunnen genieten om zijn integratie of zijn herintegratie in het schoolsysteem te bevorderen.

8) Herscholings- en herintegratiecentrum : afzonderlijke beheersdienst die tot doel heeft de herscholing en de herintegratie te bewerkstelligen van minderjarige leerlingen die het centrum ten laste neemt.

TITEL II. — Over de ombudsdienst voor het onderwijs

Art. 3. In artikel 5, § 1, alinea 6, 4de van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 worden de termen « controle uit te voeren op de ombudsdienst bedoeld in artikel 34 » vervangen door de termen « advies te verlenen en voorstellen te doen inzake de ombudsdiensten voor het onderwijs bedoeld in artikel 34 ».

Art. 4. In artikel 10, 1^e alinea van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 moet tussen de termen «die maatregelen voor positieve discriminatie genieten» en «Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast» de volgende zin worden ingevoegd : « Dit bedrag wordt verhoogd met 415.000 EUR in 2005, 830.000 EUR in 2006 en 1.245.000 EUR in 2007. ».

Art. 5. In de titel van hoofdstuk V van titel I van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 worden de termen «in het secundair onderwijs» verwijderd.

Art. 6. Aan het artikel 34 van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) tussen de eerste alinea en alinea 2, die alinea 3 wordt, wordt een alinea 2 ingevoegd die luidt als volgt :

« Wanneer de uitzonderlijke omstandigheden als dusdanig worden erkend door de Regering, na advies van de Algemene directie van het wettelijk verplichte onderwijs, de interventie noodzaken van een persoon extern aan de school en op vraag van het instellingshoofd voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en door de Inrichtende macht voor het gesubsidieerde onderwijs, zal de ombudsdienst bedoeld in de vorige alinea kunnen optreden in een gewone basisonderwijsinstelling. ».

2) in alinea 3, die alinea 4, wordt worden de woorden « de Commissie voor Positieve discriminatie » vervangen door de woorden « de Algemene directie van het wettelijk verplicht onderwijs ».

Art. 7. Het artikel 35 van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 35. De ombudsdienst omvat ombudsmannen die vrijgestelde personeelsleden zijn overeenkomstig artikel 6 van het bovenvermelde decreet van 24 juni 1996, ombudsmannen-ambtenaren van de Diensten van de Regering die worden vrijgesteld voor de dienst overeenkomstig de artikelen 5 en volgende van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de administratieve toestand van Staatsambtenaren die met een bijzondere opdracht worden belast of ombudsmannen die aangeworven zijn met een contract.

De ombudsdienst omvat drie coördinatoren. Het zijn personeelsleden die worden vrijgesteld voor een bijzondere opdracht overeenkomstig het artikel 6 van het bovenvermelde decreet van 24 juni 1996, ombudsmannen-ambtenaren van de Diensten van de Regering die worden vrijgesteld voor de dienst overeenkomstig de artikelen 5 en volgende van het Koninklijk Besluit van 13 november 1967 betreffende de administratieve toestand van Staatsambtenaren die met een bijzondere opdracht worden belast of ombudsmannen die aangeworven zijn met een contract.

De ombudsmannen en de coördinatoren worden aangesteld door de Regering.

Twee van deze coördinatoren zijn verantwoordelijk voor de ombudsdienst voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de derde coördinator is verantwoordelijk voor de ombudsdienst in het Waalse Gewest.

De ombudsdienst krijgt advies en voorstellen van de Ombudsradaad, voorgezeten door de Directeur-generaal van het wettelijk verplicht onderwijs en bestaande uit hemzelf, de drie coördinatoren en 4 leden aangesteld door de Regering op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs. Hij kan eveneens een vertegenwoordiger omvatten van de partijen bedoeld in artikel 2, 1^e, c) met een adviserende stem.

De Regering kan aanvullende modaliteiten vastleggen voor de werking van de ombudsdienst. ».

Art. 8. Aan het artikel 36, § 1, van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998, wordt tussen de eerste alinea en alinea 2, die alinea 3 wordt, een alinea 2 ingevoegd met de volgende inhoud :

« Dit bedrag wordt verhoogd met 415.000 EUR in 2005, 830.000 EUR in 2006 en 1.245.000 EUR in 2007. ».

Art. 9. In het artikel 37, § 1, 1^e alinea van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 worden de termen « van de Voorzitter van de Commissie voor Positieve Discriminatie » vervangen door de termen « van de Algemene directie van het wettelijk verplicht onderwijs ».

TITEL III. — Mobiele ploegen

Art. 10. § 1. Binnen de Algemene directie van het wettelijk verplicht onderwijs wordt een dienst mobiele ploegen opgericht.

§ 2. De mobiele ploegen komen tussen op vraag van de Inrichtende macht voor het gesubsidieerde onderwijs of op vraag van het hoofd van de onderwijsinstelling in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap :

- als een leerling in crisis is zoals bedoeld in artikel 31 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen van positieve discriminatie;

- als een leerling in crisis is zoals bedoeld in titel VI van dit decreet;

- preventief, met de bedoeling in te spelen op te voorziene spanningen;

- om toe te laten de dialoog te hernemen binnen de onderwijsinstelling die het voorwerp heeft uitgemaakt van een crisissituatie.

De mobiele ploegen bieden, op vraag van het hoofd van de instelling, sensibiliseringsacties om dergelijke crisissen te beheersen.

§ 3. De onmiddellijke en aangepaste hulp van de mobiele ploegen heeft tot doel het pedagogische team van de betrokken onderwijsinstelling te versterken, in voorkomend geval in overleg met het psycho-medische centrum van de instelling en met andere betrokken diensten.

De interventie heeft eveneens de bedoeling de leerlingen bedoeld in § 2 in de betrokken instelling te houden.

Art. 11. De dienst mobiele ploegen bestaat uit een dertigtal interveniërende personen aangeduid door de Minister van het Openbaar Ambt.

Art. 12. Het artikel 27 van het hierboven genoemde decreet van 30 juni 1998 wordt hierbij herroepen.

TITEL IV. — De administratieve coördinatiecél voor de preventieve acties inzake het vroegtijdig verlaten van de school en het geweld op school

Art. 13. § 1. Binnen de Algemene directie van het wettelijk verplicht onderwijs wordt een administratieve coördinatiecél opgericht voor de preventieve acties inzake het vroegtijdig verlaten van de school en het geweld op school. Deze coördinatiecél is als volgt samengesteld :

2 ambtenaren van niveau 1;

1 ambtenaar van niveau 2+;

1 ambtenaar van niveau 2.

§ 2. De cel is belast met :

1° de coördinatie van de preventieve acties inzake het vroegtijdig verlaten van de school en het geweld op school, waaronder onder meer de onderwijsombudsdienst bedoeld in hoofdstuk V van titel I van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 en de juridische en/of psychologische bijstand bedoeld in het artikel 28 van hetzelfde decreet;

2° het verzekeren van de administratieve opvolging van de mobiele ploegen bedoeld in titel III van dit decreet;

3° in overleg met het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, het onderzoek van de fenomenen van geweld en vroegtijdig verlaten van de school bij de oudere minderjarigen in het schoolmilieu, via onder meer een slachtofferenquête en de opvolging van de acties van de gesubsidieerde diensten in het kader van de artikelen 30 en 31 van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998;

4° het formuleren van aanbevelingen aan de Begeleidingscommissie, voor de 15de september van elk jaar, voor de jaarlijkse definitie van de richtingen en de prioritaire thema's van de opleidingen in het kader van de opdracht bedoeld in het artikel 3, punt 4 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

5° de coördinatie en de ondersteuning van de leerlingendelegaties teneinde de jongeren voor te bereiden deel te nemen aan de preventie van geweld op school;

6° het om de drie jaar opmaken van een evaluatierapport van de algemene bepalingen opgenomen in dit decreet. Het eerste rapport zal worden opgemaakt voor 31 december 2007.

Art. 14. Het artikel 84, eerste alinea, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt aangevuld met de woorden «en bij de Algemene directie van het wettelijk verplicht onderwijs wanneer de leerling meer dan 30 halve dagen onwettig afwezig is».

Art. 15. Het artikel 92, eerste alinea van het eerdergenoemde decreet van 24 juli 1997 wordt aangevuld met de woorden «en bij de Algemene directie van het wettelijk verplicht onderwijs wanneer de leerling meer dan 30 halve dagen onwettig afwezig is».

Art. 16. In het artikel 10 van het Koninklijk Besluit van 20 augustus 1957 betreffende de gecoördineerde wetten inzake het lager onderwijs wordt, tussen alinea 2 en alinea 3, die alinea 4 wordt, een nieuwe hierna volgende alinea 3 ingevoegd :

«De kantonnale inspecteur signaleert aan de Algemene directie van het wettelijk verplicht onderwijs welke minderjarige leerlingen ingeschreven in het basisonderwijs meer dan 20 halve dagen ongewettigd afwezig zijn.

TITEL V. — Over de opleiding inzake de preventie en het beheer van crisissituaties in het schoolmilieu

Art. 17. In het artikel 3, punt 4 van het eerdergenoemde decreet van 27 maart 2002, wordt, tussen alinea 1 en alinea 2, die alinea 3 wordt, een alinea 2 ingevoegd die luidt als volgt :

« Hiervoor zal de administratieve coördinatiecél voor preventieve acties inzake het vroegtijdig verlaten van de school en geweld op school, opgericht door het decreet van 12 mei 2004, voor 15 september van elk jaar haar aanbevelingen met betrekking tot de vorming inzake de preventie en het beheer van crisissituaties in het schoolmilieu aan de Begeleidingscommissie doorgeven. »

TITEL V. — De oprichting van een herscholings- en een herintegratiecentrum

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 18. § 1. Er wordt een Herscholings- en herintegratiecentrum opgericht, verder genoemd «het Centrum» onder het statuut afzonderlijke beheerde Staatsdienst, overeenkomstig de Herstelwet van 31 juli 1984 en de wet van 17 juli 1991 betreffende de staatsboekhouding. Het Centrum heeft als missie de herscholing en de herintegratie van de minderjarige leerlingen die het ten laste neemt.

§ 2. Het Centrum beschikt over gedecentraliseerde diensten verdeeld over vier sites waarvan één zich bevindt in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk gewest en de drie andere in verschillende gemeentes in het Waals gewest.

De regering legt de zetel van het Centrum vast. De inplantingsplaatsen van de vier gedecentraliseerde diensten, hieronder genoemd «Relaiscentra» worden in een latere fase vastgelegd door de Regering na overleg met het Directiecomité van het Centrum. Elk Relaiscentrum heeft een maximale capaciteit van 25 leerlingen.

HOOFDSTUK II. — Organisatie en werking

Art. 19. § 1. Het Directiecomité van het Centrum bestaat uit tien leden en is als volgt samengesteld :

1° 5 leden vertegenwoordigen het secundair onderwijs;

2° 5 leden vertegenwoordigen de sector Hulpverlening aan de Jeugd

§ 2. De leden van het Directiecomité worden door de Regering aangeduid op voorspraak van de Algemene directeur van de Hulpverlening aan de Jeugd en de Algemene directeur van het wettelijk verplicht onderwijs.

Ze hebben een mandaat van vier jaar. Dit mandaat kan worden verlengd.

§ 3. De voorzitter van het Directiecomité wordt aangeduid door de Regering en gekozen uit die leden van het Directiecomité die het secundair onderwijs vertegenwoordigen.

Art. 20. § 1. Het Directiecomité komt minstens vier keer per jaar samen en wordt samengeroepen door de voorzitter.

§ 2. Tijdens de eerste vergadering maakt het Directiecomité een reglement van intern orde op dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering.

§ 3. Het Directiecomité kan slechts geldig beslissen als minstens de helft van de leden aanwezig is. Beslissingen worden bij consensus genomen. Als er geen consensus kan worden bereikt, komt het Directiecomité binnen de 8 dagen opnieuw samen en worden de beslissingen genomen bij absolute meerderheid van de aanwezige leden. Indien geen absolute meerderheid kan worden bereikt, legt de voorzitter van het Directiecomité de vraag voor aan de Regering die binnen de twee weken een uitspraak doet.

Art. 21. Het Directiecomité beschikt over een permanent secretariaat. De samenstelling ervan zal door de Regering worden vastgelegd.

Art. 22. Elk Relaiscentrum in de zin van artikel 18 § 2 wordt beheerd door een directeur aangeduid overeenkomstig de bepalingen in hoofdstuk V.

HOOFDSTUK III. — *Oprachten van het centrum*

Art. 23. Het Centrum kan de volgende minderjarigen ten laste nemen :

1° die, ten gevolge van een definitieve uitsluiting, overeenkomstig de artikelen 82, alinea 4 en 90, § 2, alinea 5 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, niet meer kunnen worden ingeschreven in een instelling van het secundair onderwijs;

2° die op reguliere wijze zijn ingeschreven in een instelling voor het secundair onderwijs, maar die zich in een crisissituatie bevinden.

Art. 24. § 1. De minderjarigen bedoeld in artikel 23, 1° lid, worden in het Centrum ingeschreven en worden beschouwd als in orde met de verplichtingen inzake schoolplicht.

§ 2. Het voorstel tot inschrijving van de minderjarigen bedoeld in artikel 23, 1° lid, kan komen van de zonale Inschrijvingscommissie, de gedecentraliseerde commissie of, bij ontstentenis hiervan, van het vertegenwoordigend en coördinerend orgaan van de bevoegde inrichtende machten.

Het Directiecomité geeft deze aanvraag vervolgens door aan het Relaiscentrum dat het voorstelt.

§ 3. De aanvraag kan eveneens gezamenlijk worden ingediend door de minderjarige en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent.

De aanvraag wordt ingediend bij het Directiecomité dat deze ter advies doorstuurt naar de zonale Inschrijvingscommissie, de gedecentraliseerde commissie of, bij ontstentenis hiervan, naar het vertegenwoordigend en coördinerend orgaan van de bevoegde inrichtende machten.

Het Directiecomité stuurt deze aanvraag vervolgens, samen met het advies van de zonale Inschrijvingscommissie, de gedecentraliseerde commissie of, bij ontstentenis hiervan, van het vertegenwoordigend en coördinerend orgaan van de bevoegde inrichtende machten, door naar de directie van het voorgestelde Relaiscentrum.

§ 4. De directie van het Relaiscentrum, vergezeld van een lid van het pedagogische team, ontmoet de minderjarige met zijn ouders of met de persoon die de ouderlijke macht uitoefent teneinde de situatie te evalueren en samen met hen de mogelijkheid van de tenlasteneming van de minderjarige door de structuur te bekijken.

§ 5. De directie van het betrokken Relaiscentrum beslist over de al dan niet tenlasteneming van de minderjarige na overleg met het pedagogische team van de school waar de leerling van komt, na raadpleging van het eigen pedagogische team en na het akkoord van de minderjarige en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent.

§ 6. De directie betekent haar gemotiveerde beslissing aan de ouders van de betrokken minderjarige of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent. De directie maakt haar beslissing eveneens bekend aan de Algemene directie van het wettelijk verplicht onderwijs.

Art. 25. § 1. De minderjarigen bedoeld in artikel 23, 2° lid, blijven ingeschreven in hun onderwijsinstelling.

§ 2. De tenlasteneming door het Centrum van de minderjarigen bedoeld in artikel 23, 2de lid, gebeurt op basis van een gezamenlijke aanvraag van de minderjarige, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent en het instellingshoofd van de school waar de minderjarige is ingeschreven voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap of de Inrichtende macht of zijn afgevaardigde voor het gesubsidieerd onderwijs, na het advies te hebben ingewonnen van de klassenraad en het psycho-medisch-sociaal centrum.

Onder dezelfde voorwaarden kan de tenlasteneming eveneens worden voorgesteld door de bevoegde onderwijs-sombudsdienst.

§ 3. De aanvraag wordt ingediend bij het Directiecomité dat deze ter advies doorstuurt naar de zonale Inschrijvingscommissie, de gedecentraliseerde commissie of, bij ontstentenis hiervan, naar het vertegenwoordigend en coördinerend orgaan van de bevoegde inrichtende machten.

Het Directiecomité stuurt deze aanvraag vervolgens, samen met het advies van de zonale Inschrijvingscommissie, de gedecentraliseerde commissie of, bij ontstentenis hiervan, van het vertegenwoordigend en coördinerend orgaan van de bevoegde inrichtende machten, door naar de directie van het voorgestelde Relaiscentrum.

§ 4. De directie van het Relaiscentrum, vergezeld van een lid van het pedagogische team, ontmoet de minderjarige met zijn ouders of met de persoon die de ouderlijke macht uitoefent en neemt contact op met het pedagogische team van de school waar de leerling vandaan komt teneinde de situatie te evalueren en samen met hen de mogelijkheid van de tenlasteneming van de minderjarige door de structuur te bekijken.

§ 5. De directie van het betrokken Relaiscentrum beslist over de al dan niet tenlasteneming van de minderjarige na raadpleging van het eigen pedagogische team.

§ 6. De directie betekent haar gemotiveerde beslissing aan de ouders van de betrokken minderjarige of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent. De directie maakt haar beslissing eveneens bekend aan de Algemene directie van het wettelijk verplicht onderwijs.

Art. 26. § 1. Er kan een toelaatbaarheidsattest worden afgeleverd aan een minderjarige bedoeld in het artikel 23, 1^e lid, die het Centrum verlaat.

Dit attest kan worden afgeleverd in om het even welk jaar van het secundair onderwijs, behalve in het zesde en het zevende, in om het even welke vorm en voor om het even welke optie.

§ 2 Om een toelaatbaarheidsattest af te leveren worden de directie en het pedagogische team van het Relaiscentrum vergezeld door een afgevaardigde van de middenjury van de Franse Gemeenschap, aangeduid door het college van voorzitters van de verschillende secties van deze middenjury.

Er mag geen enkel toelaatbaarheidsattest worden afgeleverd indien de afgevaardigde van de middenjury zijn akkoord niet geeft. De directie en het pedagogische team van het Relaiscentrum kunnen in gemotiveerd beroep gaan bij het College van voorzitters van de verschillende secties die dan drie andere afgevaardigden sturen naar het Relaiscentrum. De beslissing bij meerderheid van deze drie afgevaardigden, die elk verplicht uitspraak moeten doen over de goedkeuring of de afwijzing van het toelaatbaarheidsattest uitgegeven door de directie en het pedagogische team, beslecht dit beroep.

Art. 27. Aan het einde van de tenlasteneming van de minderjarige bedoeld in artikel 23, 1ste lid, helpen de zonale Inschrijvingscommissie, de gedecentraliseerde Commissie of bij ontstentenis hiervan, het vertegenwoordigend en coördinerend orgaan van de bevoegde inrichtende machten, op vraag van de directie van het Relaiscentrum en indien dit nodig blijkt, de betrokkene om zich opnieuw in te schrijven bij een onderwijsinstelling.

Art. 28. § 1. Het Directiecomité maakt het pedagogische project van het Centrum op en stuurt dit ter goedkeuring door naar de Regering.

Het pedagogische project bepaalt de pedagogische visie en de methodologische keuzes die het Centrum toelaten om het opvoedkundige project van de Franse Gemeenschap toe te passen overeenkomstig de artikelen 1 tot 4 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de Hulp aan de Jeugd en de Ethische gedragsregels code opgenomen in het besluit van 15 mei 1997 tot vaststelling van de ethische gedragsregels inzake hulpverlening aan de jeugd en tot instelling van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor de hulpverlening aan de jeugd. Het pedagogische team mag echter alle informatie inzake het onderwijsverleden van de jongere verspreiden.

§ 2. De directie van elk Relaiscentrum maakt, in samenwerking met het pedagogische team een instellingsproject op met het geheel van de pedagogische keuzes en de bijzondere concrete acties die het pedagogische team van het relaiscentrum wenst in te zetten om het pedagogische project van het Centrum te realiseren conform het opleidingsproject van de Franse Gemeenschap bepaald in de artikelen 1 tot 4 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de Hulp aan de Jeugd en de Ethische gedragsregels code opgenomen in het eerdergenoemde besluit van 15 mei 1997. Het pedagogische team mag echter alle informatie inzake het onderwijsverleden van de jongere verspreiden.

De directie stuurt het project van zijn relaiscentrum door naar het Directiecomité dat kan vragen om hieraan de wijzigingen aan te brengen die het Directiecomité nuttig acht.

§ 3. De directie en het pedagogische team van het relaiscentrum waar de minderjarige ten laste is genomen maken samen met elke minderjarige een geïndividualiseerd pedagogisch project op, bestaande uit een geïndividualiseerd leerplan en een geïndividualiseerd sociaal plan.

Dit geïndividualiseerde pedagogische project heeft tot doel de optimale herintegratie van de minderjarige in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs mogelijk te maken met inbegrip van een eventuele voorbereiding op de proeven van de middenjury van de Franse Gemeenschap.

Art. 29. § 1. In afwijking van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs, volgen de minderjarigen die ten laste zijn genomen door het Centrum een uurrooster aangepast aan de doelstellingen bepaald in hun geïndividualiseerd pedagogisch project.

§ 2. Om de doelstellingen van het geïndividualiseerde pedagogische project te bereiken, kan het relaiscentrum, in voorkomend geval, samenwerken met een instelling voor secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor technische cursussen en cursussen beroepspraktijk.

In dat geval zal de meewerkende instelling, die een leerling ten laste neemt die definitief werd uitgesloten vóór 15 januari, deze leerling in rekening brengen voor de toekenning van zijn Totaal aantal perioden/leerkrachten.

Art. 30. De minderjarige en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent sluiten met de directie van het relaiscentrum een overeenkomst af waarbij de minderjarige ten laste wordt genomen. Deze overeenkomst omvat het pedagogische project van het Centrum en het instellingsproject conform aan het opvoedingsproject van de Franse Gemeenschap bepaald in de artikelen 1 tot 4 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de Hulp aan de Jeugd en de Ethische gedragsregels code opgenomen in het eerdergenoemde besluit van 15 mei 1997. Het pedagogische team mag echter alle informatie inzake het onderwijsverleden van de jongere verspreiden.

HOOFDSTUK IV. — *Duur*

Art. 31. § 1. De duur van de tenlasteneming van de minderjarige door het Centrum mag nooit langer zijn dan een burgerlijk jaar.

§ 2. De directie en het pedagogische team van elk relaiscentrum voeren ten minste om de drie maanden, samen met de minderjarige een evaluatie uit met betrekking tot de naleving van het geïndividualiseerde pedagogische plan voorzien in artikel 28, § 3, en van de overeenkomst bepaald in artikel 30. De directie en het pedagogische team van elk relaiscentrum kunnen, op eigen initiatief, een overeenkomst opmaken met het pedagogische team van de school waar de leerling vandaan komt om deze te motiveren en op deze manier de wederzijdse samenwerkingsbanden te behouden.

Op basis van deze evaluatie beslist de directie over de al dan niet verdere tenlasteneming van de minderjarige.

Via aangetekend schrijven maakt de directie haar gemotiveerde beslissing bekend aan de ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent van de betrokken minderjarige. De directie maakt haar beslissing eveneens bekend aan de Algemene directie van het wettelijk verplicht onderwijs.

§ 3. Op vraag van de directie van het relaiscentrum en mits het akkoord van de ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent van de minderjarige, kan het Directiecomité, uitzonderlijk, afwijken van de duurtijd van een jaar voorzien in § 1. De tenlasteneming mag nooit langer duren dan 18 maanden over de totaliteit van de schoolloopbaan van de minderjarige.

HOOFDSTUK V. — *Omkadering*

Art. 32. § 1. Het pedagogische team van elk relaiscentrum bestaat uit :

1° voor de helft onderwijzend personeel dat een functie heeft in het secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° voor de helft opvoeders, maatschappelijk werkers en psychologen.

§ 2. De Regering legt voor elk relaiscentrum het aantal leden van het pedagogische team vast.

§ 3. In elk relaiscentrum worden de minderjarigen door het Centrum ten laste genomen in groepen van maximum tien leerlingen omkaderd door twee leden van het pedagogische team.

§ 4. De leden van het onderwijzend personeel, bedoeld in § 1, 1ste lid, en de leden van het hulpopvoedingspersoneel die deel uitmaken van de opvoeders bedoeld in § 1, 2de lid, worden elk jaar aangeduid na een oproep tot kandidaatstelling ter kennisgeving gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. De volgende personen komen in aanmerking :

a) vastbenoemde personeelsleden van de Franse gemeenschap;

of

b) tijdelijke personeelsleden of kandidaten voor een tijdelijke benoeming van groep één bedoeld in artikel 2 van het Koninklijk besluit van 22 juli 1969 betreffende de classificatieregels van kandidaten voor een tijdelijke benoeming in het Staatsonderwijs.

Deze kennisgeving omvat :

1. de functie of functies en/of de specificiteit van de functie waarvoor de Regering overgaat tot een benoeming overeenkomstig dit artikel;

2. de vormen en de termijnen binnen dewelke de kandidaten hun kandidatuur dienen te stellen. De kandidatuurstelling bevat onder andere de motivatie van de kandidaat om een functie uit te oefenen binnen een relaiscentrum.

Om de functie of de functies en/of de specificiteit van de functies te bepalen die in de oproep tot kandidaatstelling moet(en) worden vermeld, ontvangt de Regering van het Directiecomité een gemotiveerd voorstel in functie van de noden van het betreffende relaiscentrum. In uitzonderlijke omstandigheden, bepaald door de noden van het betreffende relaiscentrum, kan de Regering, op gemotiveerd voorstel van het Directiecomité, afwijken van § 1, 1ste lid, en de functie uitbreiden voor een lid van het onderwijzend personeel dat een functie uitoefent in het lager onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

De tewerkstellingsplaatsen worden bij voorkeur toegewezen aan kandidaten die vastbenoemd zijn in het onderwijs van de Franse Gemeenschap. Deze laatsten genieten een verlofregeling om tijdelijk een andere opdracht uit te voeren in het onderwijs vastgelegd in het artikel 14 van het Koninklijk besluit van 15 januari 1974 betreffende de toepassing van artikel 160 van het Koninklijk besluit van 22 maart 1969 met betrekking tot het statuut van de personeelsleden directeur en onderwijzend personeel, het hulpopvoedingspersoneel, het paramedisch personeel van de onderwijsinstellingen voor het kleuter-, lager, speciaal, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, de internaten die van deze instellingen afhangen en de personeelsleden van de inspectiediensten belast met de controle op deze instellingen.

Wanneer de Regering de tewerkstellingsplaats toekent aan een lid van het tijdelijk personeel of de kandidaten voor een tijdelijke benoeming geklasseerd in de eerste groep bedoeld in artikel 2 van het eerdergenoemde Koninklijk besluit van 22 juli 1969, wordt dit personeelslid beschouwd als tijdelijk benoemd in de functie waarin hij in de eerste groep is ingedeeld.

Het Directiecomité ontvangt de kandidaturen en klasseert deze volgens verdiensten, hierbij onder meer rekening houdend met de beoordelingsstaten van de vastbenoemde personeelsleden of de dienstprestatieverslagen van tijdelijken, inspectieverslagen, de dienstanciënniteit en de motivatie van de kandidaat om een functie uit te oefenen binnen een relaiscentrum.

De leden van het onderwijzend personeel en het hulpopvoedkundig personeel worden aangeduid door de Regering op voorstel van het Directiecomité.

Deze leden vallen niet onder de bevoegdheid van de Commissie voor ethische gedragsregels bedoeld in het eerdergenoemde besluit van 15 mei 1997.

§ 5. De opvoeders, maatschappelijk werkers en psychologen bedoeld in § 1, 2de lid, worden aangeworven :

1° via ter beschikking stelling van het relaiscentrum, ten gevolge van een oproep tot kandidatuurstelling, met terugbetaling van hun behandeling aan hun oorspronkelijke instelling indien zij ambtenaren zijn van openbare jeugdbeschermingsinstellingen van de Algemene directie van de Hulp aan de jeugd van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en na advies van de hiërarchie;

2° onder een arbeidsovereenkomst afgesloten met de directie van het relaiscentrum ten gevolge van een oproep tot kandidaatstelling via een kennisgeving in bijlage van het *Belgisch Staatsblad*;

3° door een aangegane conventie naar aanleiding van een openbare aanbesteding tot partnerschap tussen de directie van het relaiscentrum en :

a. een dienst erkend door de Franse Gemeenschap in het kader van het hierboven genoemde decreet van 4 maart 1991;

b. een dienst, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Waals Gewest, de Federale staat, de Europese gemeenschap of elk publiekrechtelijk organisme erkend en aangeduid door de Commissie voor positieve discriminatie bedoeld in artikel 5, § 1, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

De oproep tot kandidaatstelling bedoeld in de eerste alinea, 1ste en 2de lid, vermeldt :

1. de functie of de functies waarvoor de directie van het relaiscentrum personeel wenst aan te werven.
2. de vorm en de termijnen binnen dewelke de kandidaten hun kandidatuur dienen te stellen. De kandidatuurstelling bevat onder andere de motivatie van de kandidaat om een functie uit te oefenen binnen een relaiscentrum.

Het directiecomité bepaalt de functie of de functies die in de oproep tot kandidaatstelling moet(en) worden opgenomen in functie van de noden van het betreffende relaiscentrum.

Art. 33. § 1. De directeurs worden aangeduid ten gevolge van een oproep tot kandidaatstelling ter kennisgeving gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* :

1° uit vastbenoemde personeelsleden directeurs en onderwijzend personeel van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en die beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

- a) definitief houder zijn van een functie in voltijds verband in het secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- b) drager zijn van de vereiste titel voor de functie waarvoor ze vastbenoemd zijn;
- c) een dienstanciënniteit bezitten zoals bedoeld in § 2, berekend overeenkomstig artikel 85, a, b, c, d, e en f van het hierboven genoemde Koninklijk besluit van 22 maart 1969;
- d) minstens de vermelding «goed» hebben gekregen in de laatste beoordelingsstaat en in het laatste inspectieverslag;
- e) zijn kandidatuur indienen in de vorm en binnen de termijn bepaald in de oproep tot kandidaatstelling.

De personeelsleden bedoeld onder 1ste lid genieten een verlofstelsel voor de tijdelijke uitvoering van een andere opdracht in het onderwijs in toepassing van het artikel 14; § 1, 1° of 3° lid van het eerder genoemde koninklijk besluit van 15 januari 1974 betreffende de toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

2° onder de ambtenaren van de openbare jeugdbeschermingsinstellingen van de Algemene directie van de Hulp aan de jeugd van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die een pedagogische, opvoedkundige, psychologische of sociale opdracht uitoefenen, na het advies van de hiërarchie, door terbeschikkingstelling met terugbetaling van de behandeling aan de oorspronkelijke entiteit;

3° of onder de personeelsleden van de erkende diensten voor Hulp aan de Jeugd die voldoen aan de voorwaarden bepaald in bijlage 3, E 1ste a) of 3de van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap inzake de algemene erkennings- en toekenningsvoorwaarden van subsidies voor diensten bedoeld in artikel 43 van het eerder genoemde decreet van 4 maart 1991.

§ 2. Om te worden aangeduid voor de functie van directeur, moet worden gerekend met een dienstanciënniteit van minstens acht jaar in de instelling georganiseerd door de Franse Gemeenschap, in een openbare jeugdbeschermingsinstelling van de Algemene directie van de Hulp aan de jeugd van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of in een als dusdanig erkende dienst vastgelegd in § 1, 3de lid.

§ 3. De oproep tot kandidaatstelling vermeldt de vereiste voorwaarden en de vormen en termijnen waarbinnen de kandidaten hun kandidatuur moeten indienen. De kandidatuur omvat onder meer de motivatie van de kandidaat om een directiefunctie uit te oefenen binnen een relaiscentrum.

§ 4. Het Directiecomité ontvangt de kandidaturen en klasseert deze volgens de verdiensten, hierbij onder meer rekening houdende met :

- a) voor personeelsleden directeur en onderwijzend personeel, de beoordelingsstaten, inspectieverslagen, de dienstanciënniteit en de motivatie van de kandidaat om een directiefunctie uit te oefenen in een relaiscentrum;
- b) voor ambtenaren van openbare jeugdbeschermingsinstellingen van de Algemene directie van de Hulp aan de jeugd van het Ministerie van de Franse Gemeenschap het evaluatierapport, de dienstanciënniteit en de motivatie van de kandidaat om een directiefunctie uit te oefenen in een relaiscentrum;
- c) voor de personeelsleden van de erkende diensten van de Hulp aan de Jeugd, het pedagogische inspectierapport van de Hulp aan de Jeugd, de dienstanciënniteit en de motivatie van de kandidaat om een directiefunctie uit te oefenen in een relaiscentrum. Het directiecomité stuurt de aldus opgemaakte rangschikking door naar de Regering die beslist.

Art. 34. § 1. Voor de toepassing van de reglementaire statutaire bepalingen die niet tegengesteld zijn aan bovenstaande bepalingen, wordt het relaiscentrum gelijkgesteld met een opleidingsinstelling en wordt de directeur van dit relaiscentrum gelijkgesteld met het hoofd van een opleidingsinstelling, als deze valt onder de bevoegdheid van het onderwijs.

In dit verband :

- a) blijven de personeelsleden bedoeld in artikel 32, § 4, onderworpen aan de reglementaire bepalingen, die niet tegengesteld zijn aan bovenstaande bepalingen, inzake hun administratieve en geldelijke statuut dat van toepassing is voor onderwijzend personeel en hulppersoneel van de Franse Gemeenschap;
- b) blijven de ambtenaren van openbare jeugdbeschermingsinstellingen van de Algemene directie van de Hulp aan de jeugd van het Ministerie van de Franse Gemeenschap onderworpen aan de reglementaire bepalingen, die niet tegengesteld zijn aan bovenstaande bepalingen, voorzien in de Besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 inzake hun administratieve en geldelijke statuut van ambtenaren in dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- c) blijft de directeur, als deze valt onder de bevoegdheid van het onderwijs, onderworpen aan de reglementaire bepalingen, die niet tegengesteld zijn aan bovenstaande bepalingen, inzake het administratieve en geldelijke statuut dat van toepassing is voor de functie van studieprefect zoals voorzien in het decreet van 4 januari 1999 betreffende de promotie- en selectiefuncties.

§ 2 Voor de toepassing van artikel 32, § 4, alinea 4 en artikel 33, § 1, 1ste lid, alinea 2, wordt de activiteit uitgevoerd in een relaiscentrum gelijkgesteld met de uitoefening van een functie in de zin van het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 ter bepaling en classificatie van de functies van de personeelsleden directeurs en onderwijzend personeel, hulpopvoedingspersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociale personeel van de onderwijsinstellingen voor het kleuter-, lager, speciaal, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en de functies van de personeelsleden van de inspectiediensten belast met de controle op deze instellingen.

Art. 35. De directeur van het relaiscentrum die is aangeduid overeenkomstig dit hoofdstuk geniet van dezelfde verloningsschaal als de studieprefect.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigende bepalingen*

Art. 36. Het artikel 39 van het eerdergenoemde Koninklijk besluit van 22 maart 1969 wordt als volgt aangevuld :

f) worden mee opgenomen : de dagen gepresteerd in een relaiscentrum van het herscholings- en herintegratiecentrum zoals voorzien in het decreet van 12 mei 2004 ».

Art. 37. Het artikel 18 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, vervangen door het decreet van 27 maart 2002 en gewijzigd door het decreet van 19 december 2002 wordt aangevuld door de volgende alinea :

« De termijn van minstens 10 jaar bedoeld in dit artikel wordt onderbroken wanneer een personeelslid bedoeld in de vorige alinea's geniet van een verlofstelsel om tijdelijk een andere opdracht uit te voeren overeenkomstig artikel 14 van het Koninklijk besluit van 15 januari 1974 betreffende de toepassing van artikel 160 van het Koninklijk besluit van 22 maart 1969 met betrekking tot het statuut van de personeelsleden directeur en onderwijzend personeel, het hulpopvoedingspersoneel, het paramedisch personeel van de onderwijsinstellingen voor het kleuter-, lager, speciaal, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, de internaten die van deze instellingen afhangen en de personeelsleden van de inspectiediensten belast met de controle op deze instellingen, bij een relaiscentrum overeenkomstig Hoofdstuk V van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school en, onder meer de oprichting van het herscholings- en herintegratiecentrum van de Franse Gemeenschap voor de duur van dit verlof.

Art. 38. In het artikel 2, alinea 4, van het Koninklijk besluit van 22 juli 1969 betreffende de classificatieregels van kandidaten voor een tijdelijke benoeming in het Staatsonderwijs, worden de woorden « en e) » vervangen door de woorden « e) en f) ».

TITEL VII. — *Over de preventie inzake het vroegtijdig verlaten van de school*

Art. 39. Het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie wordt aangevuld door een artikel 31*bis*, dat luidt als volgt :

« Artikel 31*bis*. In geval van een crisissituatie, op gemeenschappelijke vraag van de minderjarige en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent en na gunstig advies van de zonale Inschrijvingscommissie of de gedecentraliseerde commissie of bij ontstentenis hiervan van het vertegenwoordigend en coördinerend orgaan van de bevoegde inrichtenden machten, kan de minister een leerling toelaten ten laste te worden genomen voor een periode niet langer dan drie maanden, een keer te verlengen door :

1° diensten die hun bijdrage leveren aan de uitvoering van de individuele beslissingen in het kader van opgemaakte hulpprogramma's door de adviseur bij de Hulp aan de Jeugd of door de directeur van de Hulp aan de Jeugd, of door de Jeugdrechtbank;

2° een erkende dienst aangeduid door de Commissie voor positieve discriminatie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door een openbare dienst bedoeld in artikel 2, 1^e lid, c).

De gelijkstelling van de tenlasteneming met betrekking tot de schoolplicht bedoeld in alinea 1 mag niet langer duren dan één jaar van de volledige schoolloopbaan van de minderjarige.

De adviseur bij de Hulp aan de Jeugd, de directeur van de Hulp aan de Jeugd, de Jeugdrechtbank of de diensten erkend door de Commissie voor positieve discriminatie geven aan de minister de begin- en einddatum door van de voorziene tenlasteneming. »

Art. 40. Het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 wordt aangevuld door een artikel 31*ter*, dat luidt als volgt :

« Artikel 31*ter*. Om te kunnen antwoorden op de opdrachten voorzien in de artikelen 30, 31 en 31*bis*, subsidieert de Regering ten minste acht diensten, op voorwaarde dat :

1° deze erkend en aangeduid zijn door de Commissie voor positieve discriminatie;

2° de populatie die door elke dienst ten laste wordt genomen over een schooljaar heen niet meer dan een derde van de minderjarigen zijn bedoeld in artikel 31*bis*, tenzij de Regering hierop een afwijking toestaat.

De Regering bepaalt de toekenningsvoorwaarden van deze subsidies. »

TITEL VIII. — Over het voorzien van onderwijsmiddelen voor een succesvolle terugkeer naar school

Art. 41. Aan de onderwijsinstelling die een leerling opneemt die heeft genoten van de toepassing van de artikelen 30, 31 of 31bis van het eerder genoemde decreet van 30 juni 1998 en de bepalingen onder titel VI van dit decreet, worden extra menselijke middelen ter beschikking gesteld onder de vorm van lestijden-leerkracht.

Art. 42. De extra menselijke middelen worden toegekend aan de eerste onderwijsinstelling die de leerling onthaalt op het einde van de tenlasteneming voorzien in de artikelen 30, 31 of 31bis van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 en de bepalingen onder titel VI van dit decreet voor een periode van twee maanden zonder langer te kunnen zijn dan het einde van het lopende schooljaar.

Art. 43. De extra menselijke middelen laten toe om een lid van het onderwijzend personeel of een lid van het hulpopvoedend personeel tijdelijk toe te wijzen of tijdelijk aan te werven voor de duur van twaalf perioden voor de eerste leerling die wordt onthaald.

Een lid van het pedagogische team van de onderwijsinstelling kan worden toegewezen voor de begeleiding van de onthaalde leerling. De 12 extra lestijden-leerkracht worden dan bestemd voor de vervanging van dat personeelslid voor het gedeelte van de opdracht dat hij verlaat.

Wanneer de onderwijsinstelling of de inrichtende macht die de 12 lestijden-leerkracht geniet een tweede leerling aanvaardt die heeft genoten van de toepassing van de artikelen 30, 31 en 31bis van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 en de bepalingen onder titel VI van dit decreet, wordt deze leerling ook ten laste genomen door het aangeduide of aangeworven personeelslid in uitvoering van de eerste alinea, zonder nieuwe toekenning van extra lestijden-leerkracht. De tijdelijke toewijzing of het tijdelijke engagement van dit personeelslid wordt echter verlengd totdat deze tweede onthaalde leerling een begeleiding over een periode van twee maanden heeft kunnen genieten, zonder langer te kunnen zijn dan het einde van het lopende schooljaar.

De onderwijsinstelling die een derde of een vierde leerling aanvaardt die de toepassing van de artikelen 30, 31 en 31bis van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 en de bepalingen onder titel VI van dit decreet heeft genoten, krijgt een 12 extra lestijden-leerkracht toegewezen onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald in de vorige alinea's. Hetzelfde mechanisme wordt toegepast voor elke volgende schijf van één of twee leerlingen die extra worden onthaald.

TITEL IX. — Overgangsbepalingen en eindbepalingen

Art. 44. Voor wat betreft Titel III van dit decreet, worden vijftien interveniërende personen aangeduid door de Regering voor 1 januari 2004. De vijftien andere interveniërende personen zullen door de Regering worden aangeduid voor 1 september 2004.

Voor wat betreft Titel VIII van dit decreet kan de Regering voor het schooljaar 2004-2005 een afwijking voorzien betreffende de toekenning van extra menselijke middelen voorzien in artikel 41. De begeleiding van de leerlingen die hebben genoten van de toepassing van de artikelen 30, 31 en 31bis van het eerdergenoemde decreet van 30 juni 1998 en de bepalingen onder titel VI van dit decreet, wordt in dat geval toevertrouwd aan de mobiele ploegen bedoeld in titel III van dit decreet.

Art. 45. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2004, met uitzondering van Titel VIII die in werking treedt op 1 september 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 12 mei 2004

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL.

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Documenten van de Raad. — Ontwerp van decreet nr. 535-1. — Amendementen van de commissie, nr. 535-2. — Verslag nr. 535-3. — Amendementen tijdens de zitting, nr. 535-4.

Volledig verslag. — Discussie en goedkeuring. — Zitting van 5 mei 2004.